

Pays: Luxembourg

Commission: Sommet UE - Asie

Problématique: L'Union Européenne et l'ASEAN plus 6, pour une redynamisation équilibrée des relations entre deux régions centrales pour l'économie et les relations internationales?

Le Luxembourg est l'un des 51 membres fondateurs de l'ONU mais surtout l'un des 6 pays fondateurs de l'Union européenne. Le Grand-duché de Luxembourg est dirigé par le Grand-duc Henri depuis l'an 2000, même si les membres du Gouvernement le secondent dans l'exercice de ses pouvoirs constitutionnels. Depuis 2013, c'est le premier ministre Xavier Bettel, membre du Parti démocratique, qui assume le poste de chef du Gouvernement dans cette monarchie constitutionnelle parlementaire. Sur le plan sociétal, le mariage homosexuel et l'adoption par des couples de même sexe sont rendus possibles dès le 18 juin 2014, ce qui fait du Luxembourg l'onzième pays de l'UE à reconnaître le mariage homosexuel. Avant son arrivée au pouvoir, Bettel proposa des réformes de la Constitution telles que le droit de vote des étrangers et le passage de la majorité électorale de 18 à 16 ans, même si celles-ci furent refusées par le peuple.

Notre pays participe aux rencontres entre l'UE et l'ASEAN, soit l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, fondée le 8 août 1967, son siège social se trouvant à Jakarta. Ce partenariat stratégique entre l'UE et l'ASEAN remonte à 1972 lorsque l'UE devient le premier partenaire officiel de l'ASEAN. Des réunions ministérielles ont lieu deux fois par an, où les discussions tournent autour de plusieurs sujets tels que la politique, l'économie et la finance, et d'autres coopérations telles que l'éducation et la sécurité. Les représentants cherchent ensemble à stimuler la coopération en matière d'économie et de sécurité et à créer des liens dans des domaines comme la connectivité et le développement. Le Luxembourg entretient des relations diplomatiques avec les représentants des membres de l'ASEAN depuis 1996, soit depuis le premier Sommet ASEAN-UE. L'un des objectifs est de permettre un meilleur partage d'informations entre les deux territoires, notamment en cette période de COVID-19.

Tout d'abord, sur le plan économique, le Luxembourg s'est engagé à renforcer davantage la coopération financière afin de faire profiter au maximum les pays membres de l'ASEAN du dynamisme des relations commerciales, en sachant que ces pays asiatiques forment un marché de 620 millions de personnes. Le ministre des Affaires étrangères luxembourgeois, Jean Asselborn, rappelle souvent aux représentants de l'UE et de l'ASEAN que la Bourse de Luxembourg fut la première en Europe à entrer dans le marché des sukuk (certificat d'investissement conforme aux lois de l'Islam) en 2002 et que le Grand-Duché est devenu le premier centre de la finance islamique en Europe. En effet, notre pays entretient de très bonnes relations avec la Malaisie et Singapour autour de cette finance. De plus, le Grand-Duché s'est présenté afin de devenir un membre fondateur de la Asian Infrastructure Investment Bank, où son financement permettrait d'assister les pays asiatiques pour notamment faire face aux besoins infrastructurels. Les pays membres de l'ASEAN sont aidés financièrement par l'UE, comme par exemple ces 800 millions d'euros qui ont été mobilisés face à la crise du COVID-19. La "Team Europe", qui aide à ce développement et cette reconstruction, combine les ressources de l'UE, de ses États membres et de ses institutions financières, telle que la Banque européenne d'investissement, basée à Luxembourg.

Ensuite, sur le plan politique, le Luxembourg cherche à créer une coopération en matière de sécurité maritime en vue du trafic maritime qui s'est fortement développé avec la mondialisation des échanges mais aussi à améliorer la connectivité entre l'UE et ASEAN, l'un des problèmes les plus discutés lors des ASEM (Asia-Europe Meeting). Ces ASEM, qui connectent déjà les deux territoires au niveau politique, devraient permettre une meilleure connectivité digitale, grâce à l'intervention d'opérateurs de satellites, mais aussi au niveau des moyens de transport et du commerce. Au niveau de la sécurité, les discussions peuvent aussi porter sur la lutte contre le terrorisme et le crime transnational qui doit se faire autour d'un renforcement de la coopération internationale. On parle aussi de renforcer le système multilatéral en instaurant des règles communes ainsi que la sécurité en Asie, à la lumière

de la situation au Myanmar et en Corée du Nord. Les relations entre le Luxembourg et les pays de l'ASEAN se voient renforcées, notamment grâce aux accords de libre-échange conclus avec Singapour et le Vietnam, celui du Vietnam étant entré en vigueur le 1er août 2020.

Finalement, sur le plan social et environnemental, le Luxembourg aide les pays désireux à réussir la transition verte en mettant en place le "Luxembourg Green Exchange" qui est une bourse verte qui a par exemple permis à la Thaïlande de financer sa première obligation durable. Notre pays a aidé à la préparation de la COP21 à Paris en 2015 et ont installé une plateforme de télécommunication satellite "emergency.lu" qui pourrait être déployée par voie aérienne afin de permettre à des États comme l'Indonésie de mieux gérer les catastrophes humanitaires ou naturelles qui sont fréquentes. Ces pays asiatiques sont fortement exposés à la pollution, c'est pour cela que le Luxembourg propose un financement "vert" afin de réduire les effets néfastes que ce phénomène a sur ce territoire. Notre pays cherche aussi à régler les problèmes concernant les restrictions imposées à la société civile comme la loi sur le blasphème, la peine de mort et les droits de la communauté LGBT, afin de diffuser les droits de l'Homme à travers le partenariat.

Notre pays et nos habitants sont très fiers de faire partie de l'Union européenne, et le Luxembourg est très motivé à renforcer ce partenariat stratégique avec l'ASEAN+6, tout en diffusant les idées de l'Union européenne et en défendant les différents droits que l'on possède ici en Europe.